

# LES SYNDICATS FACE A LA VAGUE

**L**es ingénieurs et savants qui sont à l'origine du changement technologique, sont souvent animés par les idéaux les plus élevés. Bon nombre d'entre eux croient que l'automatisation, l'informatisation et la robotisation libéreront l'être humain de tâches routinières éreintantes, qui détruisent son âme, et lui permettront de se consacrer à des activités plus créatrices. Selon eux, ces changements technologiques déboucheront sur une réduction de la durée de la semaine de travail ainsi que sur une prolongation des congés et des loisirs.

Ce genre d'optimisme ne date pas d'hier. Ainsi, lorsqu'il conçut et fabriqua la première véritable calculatrice mécanique en 1642, le philosophe et mathématicien Pascal, déclara : « *Je soumetts au public une petite machine de ma propre invention qui vous permettra d'effectuer à vous seul, sans effort aucun, toutes les opérations arithmétiques, et qui vous libérera du travail qui si souvent a fatigué votre esprit lorsque vous deviez l'effectuer avec un boulier ou une plume* ».

La réalité sur la plan de la mise en application se distingue en général très largement d'aspirations aussi louables. Les bénéficiaires de ces inventions ont dans la plupart des cas une appréciation fort différente de celle du chercheur, à l'abri dans le havre silencieux de son université, ou isolé dans le département de conception d'une vaste société multinationale. En effet, comme Kling l'a signalé, un système qui peut être un jouet charmant et stimulant pour son inventeur, peut aisément devenir le point de départ de la déshumanisation de l'environnement de travail à son utilisateur (1).

Le changement technologique est imposé de force par les grandes sociétés multinationales. Les entreprises plus peti-

## LE CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE EST IMPOSE DE FORCE

tes qui fréquemment sont leurs sous-traitants, sont obligées d'introduire le même type d'équipement, c'est-à-dire d'assurer la compatibilité des systèmes dans le cadre de ce qui a souvent été qualifié de forme d'impérialisme technologique.

Les gouvernements des Etats, introduisent les nouvelles technologies avec la même brutalité que les multinationales. Au Royaume-Uni, certains départements du gouvernement ont reçu l'ordre par lettre confidentielle d'adopter une attitude positive face aux nouvelles technologies, en outre il leur était indiqué « *qu'ils ne devaient pas s'engager à attendre la conclusion d'un accord, aller de l'avant en introduisant les nouvelles technologies* ». Par ailleurs, il était signalé qu'ils ne devaient pas conclure d'accords portant atteinte à leur « *capacité à mettre en application des projets sans l'accord des syndicats* » (2). La technologie est souvent utilisée pour fouler aux pieds les droits syndicaux fondamentaux, obtenus après des générations de luttes et de sacrifices ; et pour préparer la voie aux « bureaux de l'avenir », et aux entreprises futures qui devraient fonctionner sans travailleurs. Quelques grèves courageuses et partiellement couronnées de succès ont été organisées afin d'affirmer les droits fondamentaux à la consultation et à l'accord préalable. Cependant, ces actions restent des exceptions. Même au Japon,

50 % des travailleurs de l'industrie craignent le chômage qui pourrait résulter de l'introduction de la robotique. Un syndicat a même déjà conclu un accord pour que les robots adhèrent au syndicat (les cotisations seront payées par l'entreprise).

Sur le plan international, certains succès ont été enregistrés dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité liées à l'introduction de la nouvelle technologie, et les syndicats au Royaume-Uni ont également pu progresser à cet égard. Dans l'ensemble cependant les syndicats n'ont pas été en mesure de faire face aux problèmes suscités par le changement technologique, ce qui ressort de l'étude consacrée aux accords conclus dans 19 pays européens (3). Il s'agit, comme l'a dit le professeur Noble du MIT, « *d'une guerre pour la nouvelle technologie, mais l'une des parties seulement est armée* » (4).

Le mouvement syndical, quelles que soient ses faiblesses, est l'une des seules forces pouvant faire contrepoids à la puissance de l'industrie, afin de remédier progressivement à la situation. Cependant, pour accomplir cette tâche les syndicats auront besoin de l'engagement actif et de la motivation de leurs membres. Il est probable que les militants utiliseront leur force industrielle seulement **si des modèles exemplaires d'alternatives aux technologies actuellement vigoureusement introduites par les sociétés multinationales leur sont proposés.**

Traditionnellement les syndicats ont adopté une attitude d'optimisme prudent face aux nouvelles technologies. Ce qui signifie que, si certaines garanties sont données, cette nouvelle technologie peut être considérée comme un facteur de libération permettant à l'être humain de s'épanouir et de progresser.

Au cours des années 1970, cependant, cette attitude optimiste a subi un changement notable. Au début les préoccupations éprouvées portaient sur des questions directement liées à la stabilité de l'emploi et du revenu, et la mise à disposition d'informations sur les répercussions des systèmes longtemps avant leur installation.

Cette période fut également marquée dans certains pays par l'appui accordé par les entreprises et les Etats à une humanisation conjointe des programmes de travail (5). Cependant, la récession économique et les problèmes croissants du chômage structurel dans les pays à technologie avancée ont entraîné une dégradation du climat social, d'abord caractérisée par des tensions, puis carrément par la confrontation. En Allemagne, les litiges portaient notamment sur la durée des périodes de travail (6), alors qu'aux Etats-Unis, le syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) déclarait : « *La nouvelle technologie est une question qui peut faire l'objet de grèves* ». Les mesures espérées et dans de nombreux cas promises, telles que la réduction de la semaine de travail et la prolongation des congés et loisirs — considérées comme certaines des conséquences positives de la nouvelle technologie, se faisaient attendre, malgré la croissance du chômage structurel. Il est significatif de relever que la première grève depuis 50 ans en Allemagne dans le secteur de l'acier, était axée sur la question de la réduction de la semaine de travail. Bien que l'on ait reconnu depuis longtemps qu'il est difficile de préciser exactement quelle composante du chômage peut être attribuée directement à l'automatisation et à l'informatisation (7), il est cependant évident que le changement technologie se traduit par des compressions considérables d'effectifs.

Il apparaît clairement que les stratégies élaborées par les syndicats afin de faire face aux nouvelles technologies malgré leur caractère récent, s'avèrent déjà totalement inadéquates. Elles devront inclure dans les négociations des questions directement liées à la conception des systèmes.

Le rythme exponentiel du changement technologie rend cette tâche d'autant plus urgence, et les syndicats aux Etats-Unis ont récemment affirmé que « *les employés de bureau mènent une course contre la montre pour essayer de répondre à ces question, avant que des dommages irréparables ne soient commis* » (8). Les travailleurs utilisant des écrans de visualisation au Royaume-Uni, ont signalé à l'occasion de leur conférence annuelle qu'ils se sentaient déjà comme des « *poulets de batterie* » (9).

En République fédérale d'Allemagne, le syndicat le plus important s'est récemment senti obligé de parler de « *Fließband im Büro* » (travail à la chaîne au

## DES SYNDICATS DES ARMES ET INEFFICACES

bureau) (10). En Australie, Bill Richardson, secrétaire général du Conseil australien des associations de salariés et de cadres, a déclaré il y a peu de temps que la vague actuelle d'innovations technologiques entraînait trois conséquences distinctes : a) elle détruit des emplois, b) elle entraîne une déqualification et une dégradation des emplois restants et c) elle vise à accroître le contrôle exercé par la direction (11).

A ces expressions de la préoccupation syndicale, il convient d'ajouter l'inquiétude des experts en technologie, qui sur la base de leurs connaissances approfondies des conséquences des nouvelles technologies, mettent en garde contre la tendance effrénée à automatiser tout ce qui peut être automatisé. Wizenbaum qualifie ceux qui ne parviennent pas à résister à cette tentation « *de petits enfants pourvus d'un marteau qui considèrent le monde entier comme un clou* ».

Nous sommes maintenant arrivés à un tournant historique, les décisions que nous prendrons concernant les nouvelles technologies influenceront profondément nos rapports les uns avec les autres, ainsi que notre attitude face à notre travail et à la nature même. Rien ne nous empêche de tirer un enseignement des problèmes associés aux révolutions technologiques

antérieures. Comme un secrétaire au travail l'a signalé aux Etats-Unis : « *rétrospectivement il est évident que le pays ne s'était pas suffisamment préparé, et n'a pas fait face comme il aurait pu le faire aux bouleversements humains et régionaux provoqués par exemple par la révolution agricole, le déclin de l'emploi dans le secteur minier ou les tendances en matière de transport qui ont réduit les possibilités d'emplois dans le secteur du chemin de fer. L'évolution dans ces domaines était prévisible. Armés de ces connaissances, le pays aurait pu choisir la voie d'un ajustement plus constructif et moins douloureux qu'il ne l'a été en réalité* » (12).

Si nous songeons aux années 1950 et 1960, lorsque les ordinateurs venaient d'être introduits sur le lieu de travail, les débats concernant leurs répercussions possibles sur le travail étaient axés sur deux aspects principaux, tout comme c'est le cas aujourd'hui. D'une part, la crainte de voir l'automatisation déboucher sur des pertes d'emplois, une déqualification, et la perte du contrôle de l'individu sur les procédés et les cadences de travail. Les partisans de l'automatisation affirmaient que les ordinateurs pouvaient libérer les travailleurs de tâches astreignantes, et compléter les qualifications humaines dans le cadre d'une symbiose progressive entre l'homme et la machine.

Ces deux opinions subsistent aujourd'hui encore, mais reposent en général sur des bases différentes. L'on reconnaît maintenant que par le passé la récession



et les crises économiques étaient suivies par la croissance de nouvelles industries, et parallèlement par l'apparition de nouveaux emplois et de nouvelles qualifications, mais qu'aujourd'hui les nouvelles industries qui se développent ne créeront pas suffisamment de travail pour rétablir le plein emploi. Le rapport A.D. Little estime qu'en l'espace de dix ans un million d'emplois seulement seront créés en Amérique du Nord et en Europe occidentale, dans les quatre principaux secteurs fabriquant des produits fondés sur la microélectronique. 400 000 seulement de ces emplois seront disponibles en Europe — une simple goutte dans l'océan des chômeurs, dont le nombre actuel est estimé à neuf millions, et qui d'ici 1988 devrait être vingt millions, selon les chiffres de la CEE (13).

Le changement technologique peut être considéré comme un moyen permettant de remplacer la force musculaire, qu'elle soit animale ou humaine, par la puissance de la machine, et l'intelligence humaine par l'intelligence artificielle (14).

Substituer des machines aux êtres humains permet de modifier la composition organique du capital — les processus de travail deviennent plus intenses en capital qu'en main-d'œuvre (15). Il en résulte un accroissement spectaculaire de la productivité, et pour un volume de production donné le nombre de travailleurs requis peut ne représenter qu'une fraction de la main-d'œuvre initiale.

Le tableau ci-joint illustre les transformations de l'industrie des télécommunications, avec pour les travailleurs manuels de la chaîne de montage, le passage technologique de systèmes électromécaniques à des systèmes entièrement électroniques. En outre, bon nombre de ces systèmes sont dotés de dispositifs leur permettant de se soumettre eux-mêmes à un contrôle, ce qui éliminera également le travail qualifié d'entretien. Au niveau du travail intellectuel, dans le domaine de la conception par exemple, des hausses de productivité de 20/1 peuvent être envisagées pour les dessins simples, et de quelque 4/1 pour les dessins complexes. Lavick cite une moyenne de 8/1 (16).

Le chômage structurel caractérise l'économie des Etats-Unis depuis le début

## UN CHOMAGE STRUCTUREL DE MASSE : LES NOUVELLES INDUSTRIES INDUSTRIELLES NE CREERONT PAS SUFFISAMMENT DE TRAVAIL

des années 1960 — malgré l'élan artificiel donné par la guerre du Vietnam — et a pris également des proportions considérables en Europe occidentale — environ 19 millions de personnes à l'heure actuelle. Les coûts de ce chômage structurel sont extrêmement élevés.

Au Royaume-Uni, les coûts à couvrir par le ministère des Finances pour l'exercice 81/82 se montait à 13 milliards de livres, ce qui équivalait à une somme annuelle de 4 400 à 5 000 livres par chômeurs.

En Allemagne de l'Ouest, le coût moyen pour un chômeur représentait presque 24 000 DM en 1983. Ceci correspond à un coût annuel de presque 55 milliards de DM.

En Autriche, le chômage d'un travailleur de l'industrie, touchant un salaire moyen, coûte entre 152 000 et 167 000 schillings autrichiens par année à l'Etat. Moins de la moitié de cette somme peut être attribuée au versement d'indemnités de chômage.

En 1982, au Danemark, les dépenses pour les indemnités de chômage et les programmes de retraite anticipée se sont montées à 24,43 milliards de couronnes danoises, équivalent à 5,8 % du PNB du pays.

En Suède, en 1983, l'on a estimé que le niveau de chômage déclaré a vidé les caisses publiques de quelques 12 milliards de couronnes suédoises, sous forme d'indemnités, ainsi que de pertes fiscales et de revenus tirés de la sécurité sociale.

En France, l'incidence négative du chômage sur les finances publiques en 1982 a été de 167,8 milliards de FF. Si l'on ajoute à cette somme les coûts liés au chômage, par exemple les frais occasionnés par la politique en faveur de l'emploi,

le coût total du chômage français en 1982 équivalait à 6,5 % du PNB du pays.

En Italie, en 1982, les dépenses totales de la cassa integrazione guadagni pour les indemnités de chômage se montaient à 4 563 milliards de lires. L'augmentation du nombre d'heures compensées par la CIG au cours des neuf premiers mois de 1983 était de 23,6 %.

A cela il convient d'ajouter les facteurs sociaux qui ont un effet multiplicateur — la dégradation, les souffrances, les névroses, la violence entre êtres humains et les maladies directement rattachées au chômage — qui ont été quantifiés par Brenner aux Etats-Unis. Ainsi il s'avérera de plus en plus nécessaire d'opposer à l'efficacité sur une petite échelle des entreprises introduisant de nouveaux systèmes, l'inefficacité globale de l'Etat-nation dans son ensemble. Cette contradiction est particulièrement importante dans le cas des sociétés multinationales.

(A suivre...)

**Mike Cooley, Technologie, syndicats et besoins fondamentaux**  
Dublin, juin 1984

- 1) Kling R., "Towards a People Centred Computer Technology", Proc : ACM Nat. Conference 1974.
- 2) Anon, "Secret Letter Spells Out Technology Job Threats", Opinion (Journal of CPUSA), March 1983.
- 3) Evans J., "Negotiating Technical Change", Report : European T.U. Institute, Brussels 1982.
- 4) Noble D., in a lecture in Copenhagen, November 1982.
- 5) Strauss-Fehlberg G., "Die Forderung nach Humanisierung der Arbeitswelt", Bund-Verlag, Köln 1978.
- 6) Birkwald R., in "Werkstage Werden Besser", Europäische Verlagsanstalt, Köln 1978, p.97. Voir aussi Stuttgarter Zeitung 22/10/73.
- 7) Fabricant S., "Measurement of Technological Change", US Department of Labor, Washington 1965.
- 8) Nussbaum K., (Introduction) "Race against Time : Automation of the Office", Nat. Association of Office Workers, Cleveland, Ohio, 1980.
- 9) Carter B., "Battery Hens of the VDU Age", Daily Mail, 30/4/81.
- 10) Moller E., "Fließband in Büro", Der Gewerkschafter n° 3, p.5-7, 1980.
- 11) Richardson B., in "The Job Killers", Transnational Co-op, Sydney 1980.
- 12) Wirtz W.W., (in a speech on 14/4/64).
- 13) L'institut syndical européen à Bruxelles a consacré une série de rapports à ces questions.
- 14) Aspinall D. Cooley M., et al, "New Technology : Society, Employment and Skill", Council for Science and Society, London 1981.
- 15) Cooley M., "Computers, Politics and Unemployment, Invited paper, Proc : Politics and Computing, Infotech, Maidenhead UK 1979.
- 16) Lavick J.J., "Computer Aided Design at McDonnell Aircraft", Proc : Computer Graphics 70, Brunel University UK 1970.

